

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

JUIN 1965 — 3^{me} Année — N° 22

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-23 Marseille

Crimes de guerre, crimes du Capital

CES derniers mois la « barbarie nazie » et le « sadisme allemand » ont de nouveau fait les choux gras de la presse bourgeoise, de « droite » et de « gauche » : polémiques sur la prescription des crimes de guerre, anniversaire de la libération des camps,

anniversaire de la victoire de la démocratie sur le fascisme.

A cette occasion les idéologues bourgeois de tous poils, et avant tout les pseudo communistes du P.C.F., ont montré une fois de plus leur incapacité totale de comprendre les événements sociaux. Pour expliquer les gigantesques massacres et destructions de la guerre de 1939-1945, ils font appel aux banalités les plus éculées de l'idéalisme moralisateur : la « folie » de certains « criminels » ou ce « sadisme » allemand dont on nous a déjà rebattu les oreilles en 1914.

Mais ce serait une grave erreur que de voir dans ce flot de stupidités, que la radio et la presse déversent sur les masses abruties, une manifestation de « bêtise ». C'est au contraire une preuve d'intelligence, d'intelligence de classe : la bourgeoisie met en ligne tous ses bavards et tous ses scribouillards pour empêcher le prolétariat de comprendre la nature véritable de la société capitaliste, et les causes véritables des massacres et des destructions. Il nous appartient à nous, communistes, d'arracher son masque à la bourgeoisie, d'opposer à la « vérité » de la conservation bourgeoise, la vérité révolutionnaire du prolétariat. Dans ce bref article nous rappellerons d'abord les causes générales des guerres impérialistes, pour examiner ensuite les formes particulières apparues en Allemagne.

Le "Gros Bâton"

Après le Vietnam, le "gros bâton" de l'impérialisme américain s'abat sur Saint-Domingue. Les intérêts immédiats des U.S.A. n'y sont pourtant pas directement menacés : Juan Bosch et ses partisans ne sont ni communistes, ni castristes, mais libéraux et pro-américains.

Cela n'empêche pas 22.000 marines dotés de l'armement le plus moderne de débarquer pour assassiner sans risques, si possible par personne interposée et de toute manière au nom de la démocratie, les insurgés enfermés comme des rats dans les quartiers populaires. Il faut les terroriser ou les assassiner POUR L'EXEMPLE !

Qu'ont à répondre à cela les théoriciens de la coexistence pacifique qui se réjouissaient il y a peu de la victoire électorale du "progressiste" Johnson sur Goldwater le fauteur de guerre ? Que valent leurs voies pacifiques au socialisme quand le moindre mouvement populaire, en rien socialiste ou communiste, se heurte — à l'Est comme à l'Ouest : faut-il rappeler Budapest ? — à la force impitoyable d'Etats armés jusqu'aux dents ?

Seul le "gros bâton" de la dictature du prolétariat peut répondre au "gros bâton" de l'impérialisme. Mais sa force actuelle, l'impérialisme la tire de la démission de ses soi-disants adversaires "communistes". Après avoir conduit le prolétariat à la seconde boucherie impérialiste, ils se sont faits les pacifiques larbins de la Démocratie. Les U.S.A., phare du monde démocratique, en profitent

La bourgeoisie présente l'histoire de sa domination comme celle d'une ère de progrès entrecoupés de quelques catastrophes « accidentelles ». Mais la réalité est bien différente et toute l'histoire de la bourgeoisie est faite de violence. A commencer par le pillage sanglant de l'Amérique du Sud et du Centre, l'extermination des Indiens de l'Amérique du Nord et la traite des noirs, qui sont à la base de l'essor du capitalisme européen ; et en finissant par les gigantesques convulsions de l'époque impérialiste. Celles-ci n'ont, cependant, pas les mêmes causes que les massacres de l'époque de l'accumulation primitive ; c'est qu'il ne s'agit plus aujourd'hui pour la bourgeoisie de s'approprier les richesses (terre,

biens matériels et hommes) des sociétés antérieures, mais de faire face à la contradiction inhérente au mode de production capitaliste développé : la contradiction entre la socialisation de la production et l'appropriation privée, entre l'essor formidable des forces sociales de production et la forme mercantile de cette production.

Les lois de l'économie mercantile exigent une croissance constante de la production et de l'accumulation, mais ces mêmes lois empêchent de réaliser le produit de cette production, autrement dit de la vendre. Qu'il soit « libéral » ou « totalitaire », « privé » ou « étatique », le capitalisme est incapable de surmonter cette contradiction. La seule chose qu'il puisse faire, c'est de la résoudre momentanément par une vaste saignée, par une destruction massive de forces de production, de capital mort et de capital vivant, de moyens de production et de producteurs.

C'est cela la véritable cause des guerres impérialistes : la nécessité de saignées colossales qui affaiblissent le malade, mais lui permettent de survivre à la crise d'apoplexie. Et le travail des agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, est précisément d'empêcher celui-ci de profiter de cette faiblesse momentanée de la bourgeoisie pour lui tordre le cou une fois pour toutes ; d'empêcher le prolétariat de trouver son unité internationale en le rendant solidaire de chaque bourgeoisie nationale « qui défend les valeurs traditionnelles contre l'agresseur barbare... », de l'empêcher de comprendre les causes véritables de ses souffrances.

Le « nihilisme destructeur » n'a donc rien de spécifiquement allemand ; il est dû au capitalisme mondial dans son ensemble qui, périodiquement, ne peut faire autrement que de se lancer dans la destruction. (Les Allemands ont

d'ailleurs fait preuve d'un instinct bourgeois remarquable en ne faisant pas sauter Paris en 1944 : la théorie marxiste et l'expérience montrent que c'est dans les pays les plus détruits que le redémarrage de l'économie est le plus foudroyant)

Reste alors à parler des camps de concentration et de l'extermination des Juifs. A cette dernière question nous avons consacré, il y a quelques années, un long article (« Auschwitz ou le grand alibi » Programme Communiste N° 11-1960) que nous ne pouvons résumer ici que très sommairement. Nous avons montré que l'anti-sémitisme nazi a été la réaction de défense de la petite bourgeoisie contre l'offensive du grand capital ; que cette classe menacée a concentré la ruine économique sur son sous-groupe identifiable : les Juifs ; que les nazis ne deman-

(Suite en page 2)

Les résultats piteux de la "grève-guérilla"

Depuis deux mois plusieurs grandes entreprises industrielles sont le théâtre d'une suite ininterrompue d'escarmouches entre ouvriers et patrons. La longueur et la stérilité de ces conflits — au cours desquels les délégués du personnel s'évertuent à rechercher la discussion avec le patronat tandis que celui-ci n'y répond que par des sanctions et des retenues de salaires — démontrent, on ne peut mieux, combien est démoralisante la tactique que les syndicats préconisent et appliquent rigoureusement depuis 10 ans et qui consiste à disperser l'action revendicative entre les professions, les catégories et les entreprises. Pour se convaincre de l'effet désastreux de ces formes d'action sur la combativité et la cohésion des ouvriers il suffit d'en suivre la chronologie.

CHEZ PEUGEOT

Les mouvements ont commencé au début d'avril, lorsque la direction des usines, après avoir réduit la durée du travail pendant la période de ralentissement des affaires, décida au changement de conjoncture de l'accroître sans augmenter sensiblement la rétribution des ouvriers. En riposte à cette décision, le 8 avril des débrayages se produisent. Le 9, les ouvriers défilent dans l'usine en scandant des slogans : « Nos 40 heures », « des sous ». Mais au même moment se tient à Paris la réunion du comité d'entreprise « où les travailleurs — affirment les syndicats — veulent voir aboutir avec succès leurs revendications ».

Non seulement, au cours de cette réunion, la direction refuse de discuter de ces revendications, mais le

10 elle réagit hargneusement en saisissant les tracts et le matériel du comité d'entreprise, en mettant à pied un délégué suppléant et en licenciant un ouvrier pour fait de grève. Le 12, il se confirme que 13 licenciements ont été décidés (des « meneurs » dit la direction). Le syndicat ne songe pas à riposter par la grève générale illimitée. Il s'indigne : « le droit de grève est dans la Constitution », et se place sur le terrain des arguties économiques, faisant état du « lancement de la 204 sur laquelle il est légitime de fonder des espoirs » !

Le 13, au cours d'un meeting qui groupe 5.000 métallos, les syndicats réclament la reprise des discussions. Pendant ce temps la direction multiplie les mises à pied et envoie des lettres d'intimidation au personnel. Nouveau meeting le 13 au soir : 4.000 assistants. Il n'y est toutefois pas question de durcir l'attitude du côté ouvrier ; bien au contraire, les syndicats s'abstiendront de « toute manifestation de mécontentement » lors de la présentation officielle de la nouvelle voiture, la 204 : attitude logique du moment que les pontifes syndicaux ont placé là « leurs espoirs » !

Le 27 les débrayages se poursuivent, toujours sur la base de la plateforme impavide des 3 syndicats qui réclame l'ouverture des discussions. D'après la direction, les effectifs de grévistes sont passés de 49 % à 37 %. Défilés, pancartes, collectes pour les sanctionnés. Le 2 mai, 3 arrêts de travail ont lieu avec 34 % de grévistes. Les syndicats affirment bravement leur décision d'aller jusqu'au bout... ce qui, pour eux, signifie affronter une seconde rencontre avec la direction.

4 mai : cette rencontre n'a donné aucun résultat ; la direction a refusé de discuter les revendications de salaires ; tout au plus a-t-elle voulu envisager quelques aménagements des sanctions prises contre certains grévistes. Les syndicats demandent aux ouvriers « d'appliquer eux-mêmes la semaine de 40 heures ». Riposte de la direction qui porte l'horaire à 46 h. et, dans une lettre cauteleuse au personnel, lui détaille minutieusement ce que lui coûte la poursuite des débrayages : « certains verront, le 30 avril et le 14 mai, leur paie diminuer très sérieusement du fait des heures non-travaillées et de la perte d'une ou des primes de quinzaine et de la première partie de la prime de lancement ». La voilà bien la signification esclavagiste de ces primes, « conquises » et vantées par le syndicalisme de collaboration de classe ! Ces pertes, toujours selon la direction, peuvent représenter pour certains « 300 F de moins que ceux qui ont travaillé normalement »... soit, « pour le mois d'avril, 3 % du salaire annuel. Seule la reprise du travail évitera de perdre une nouvelle prime. » Certes, c'est bien là le langage classique du patronat de combat qui préfère, en tenant bon, perdre plus de millions qu'il ne lui en coûterait à satisfaire la misérable revendication des 0,20 F horaires, et briser avant tout le mouvement de résistance à l'exploitation. Mais qui lui a donné ces armes, sinon ces syndicalistes qui reculent devant une vraie grève et continuent, tandis qu'il les malmène, à lui mendier le droit de discuter autour de sa table ? en attendant, l'effectif gréviste a encore diminué le 3 mai : 29

(Suite page 3)

RÉUNIONS PUBLIQUES

A PARIS

Le mardi 15 juin, à 21 heures
SALLE LANCRY
10, rue de Lancry (X^{me})

« REVENDICATIONS ECONOMIQUES
ET LUTTE REVOLUTIONNAIRE »



A MARSEILLE

Le jeudi 10 juin, à 20 h. 30 arrière-salle
de « l'Artistic », 4, cours Joseph-Thierry

« LE COMMUNISME PROLETARIEN
CONTRE LES FAUX SOCIALISMES »

Lettre de Belgique

Pas de grèves de désespoir

Depuis quelque temps en Belgique, grèves et menaces de grève se succèdent.

Il s'agit de mouvements sporadiques qui s'ignorent les uns les autres, bien que souvent parallèles, et les bonzes syndicaux les poussent rapidement dans l'impasse avec l'aide des « conciliateurs sociaux » nommés par le gouvernement. Ici comme partout ailleurs on peut voir à l'œuvre le front unique du Capital, de son Etat et de leurs larbins de l'appareil syndical se dresser contre les travailleurs.

Ainsi la grève des entreprises de raffinage du pétrole qui a duré plus d'une semaine a été sabotée par les Syndicats dont l'attitude fut, dès le début, ouvertement déjailiste. Pensez, elle pouvait paralyser rapidement une partie de « notre » économie, les transports routiers et fluviaux pour commencer ! Et le résultat le plus évident qui a été atteint c'est... la signature d'un accord de paix sociale, valable jusqu'au 1er janvier 1967, par les syndicats et les patrons sous les regards attendris d'un ministre.

La place nous manque pour faire autre chose que citer les grèves fractionnées aux chèques postaux, au tri postal et à la SABENA (personnel des radars seulement) à Bruxelles ; des mineurs d'un seul puits à Farciennes (tandis qu'à la surface on continuait le travail) ; aux usines Ford à Genck (où le syndicat "socialiste", — appuyé par le ministre "socialiste" Spinoy — a adopté une position de briseur de grève sous prétexte... qu'il devait respecter l'accord de paix sociale qu'il avait endossé en 1962 ; le syndicat chrétien qui, lui, ne s'était pas engagé, a conduit la grève, se gardant bien, on s'en doute, de la déclencher dans toute l'entreprise d'un coup et encore moins d'étendre le mouvement aux Usines Ford d'Anvers).

Mais nous voulons rapidement parler de deux grèves de mineurs qui ont eu lieu, l'une à la Batterie près de Liège, du 1er au 3, puis du 15 au 27 mars, l'autre à Tamines, dans le bassin de la Basse-Sambre, du 15 au 20 mars. Ces mouvements ont été déclenchés, en dépit de l'opposition des dirigeants syndicaux, pour contrecarrer la fermeture prochaine des puits. Certes, les autorités gouvernementales et celles des syndicats avaient bien promis que les ouvriers seraient immédiatement repris par d'autres charbonnages ou embauchés dans d'autres industries, mais pouvaient-ils y croire sachant ce que sont devenues naguère de semblables promesses ; sachant aussi que le chômage économique avait repris dans 18 des 20 sièges du bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre, frappant 12.000 ouvriers ; sachant enfin que d'autres fermetures de puits étaient envisagées (le 17 mars l'Agence Belga faisait savoir que la CECA demandait l'étalement de ces fermetures « afin d'éviter toute perturbation sociale ») et que les stocks de charbon, pour le seul bassin de Liège, étaient passés de 103.000 tonnes en décembre 1962 à 179.128 tonnes en décembre 1964 et à 254.854 tonnes en février dernier ?

Les 350 mineurs des deux puits sont partis en grève fraternellement unis, Espagnols, Italiens, Grecs, Turcs, Nord-Africains et Belges, mais ils ont malheureusement adopté le pire des modes de lutte : la grève sur le tas. Ce qui a signifié pour eux deux semaines à Liège, une semaine à Tamines passées, jours et nuits, à 610 et à 138 mètres sous terre, emmurés, dans le froid, l'humidité, l'air vicié, voyant leurs rangs s'éclaircir à la suite de l'évacuation des malades, n'obtenant de la surface que des nouvelles incomplètes ou contradictoires, inquiets du sort de leurs familles.

Ils ont bénéficié d'une aide en vivres payés avec le produit de

collectes organisées dans la population ou fournis gratuitement par les commerçants anxieux de perdre une partie de leur clientèle. Les femmes, elles, sont entrées en action en plein jour en s'opposant, malgré l'intervention de la gendarmerie, à la sortie des camions transportant du charbon pris sur le carreau.

Ce mouvement a provoqué l'extension de la grève aux camionneurs et au personnel de surface.

En face de la passivité — et c'est peu dire — des chefs syndicaux socialistes et chrétiens qui, loin de chercher à étendre les grèves aux autres puits, dénonçaient celles qui étaient en cours comme étant l'œuvre « d'agitateurs irresponsables », les grévistes ont décidé de rompre les contacts avec les responsables des deux syndicats, affirmant : « Nous préférons nous battre seuls ». Même la décision de la direction du charbonnage de la Batterie d'interrompre les communications téléphoniques entre le fond et la surface et d'arrêter le pompage des eaux (jaits rapportés par l'Agence Belga et le correspondant du journal « Le Soir ») n'a pas fait varier l'attitude des grévistes qui n'ont pas quitté leur poste d'esclaves de ce capital dont les bonzes syndicaux sont les chiens fidèles.

Ce qui a eu raison d'eux ce n'est pas la pression du gouvernement ni celle du délégué du consulat d'Italie, mais l'isolement dans la lutte, la solitude et le manque de perspective. C'est pour cela qu'ils sont finalement remontés avec le sentiment d'avoir combattu en vain, certains pleurant de rage.

Et pourtant leur action n'aurait pas été inutile si eux et leurs frères de classe comprenaient qu'il faut en finir avec les grèves isolées, fractionnées ; avec les grèves de désespoir à plusieurs centaines de mètres sous terre dans les galeries des mines, ou entre les murs des usines. C'est dehors qu'ils doivent lutter, dans la clarté. Le désespoir ce n'est pas pour les prolétaires qui « n'ont rien à perdre que leurs chaînes et qui ont un monde à gagner », mais pour la bourgeoisie, classe désormais condamnée par l'histoire.

Les prolétaires de la Batterie et de Tamines sont partis en grève pour défendre leur droit au travail dans l'enfer de mines grisouteuses d'où ils sortent — beaucoup y restent — les poumons rongés par la silicose (reconnue depuis peu comme maladie professionnelle...). Ils l'ont fait comme d'autres mineurs en Allemagne et en France. Karl Marx nous explique : « Le droit au travail est au sens bourgeois un contre-sens, un désir vain et pitoyable ; mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le Capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière associée, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs relations réciproques ».

En avril 1959, dans un article de notre revue théorique, « Programme Communiste », où nous parlons des grèves de Florence, de Fives-Lille et du Borinage, après avoir reproduit ces lignes, nous disions : « Qu'on nous pardonne d'invoquer la pensée de révolutionnaires « morts depuis si longtemps ! » (nous avions aussi cité notre autre maître : Engels) : c'est le seul recours quand les chefs "ouvriers" tombent si bas que pour eux — voyez les socialistes belges ! — le droit au travail s'allie avec le plus profond respect pour l'Etat, c'est-à-dire pour la dictature du capital, si bien que dans leur bouche la vieille revendication ingénue sonne non plus comme pouvoir prolétarien sur le capital, mais comme impossibilité de vivre sans le Capital ! »

Aujourd'hui les réformistes que nous dénonçons alors ne sont plus seuls. la prétendue gauche socialis-

te, les soi-disant communistes, prorusse et pro-chinois, les ont rejoints (à vrai dire ils n'en ont jamais été très éloignés). Les premiers s'aplatissent devant un Etat unitaire bien réel ; les autres, devant un Etat fédéral n'existant que sous forme de concept dans leurs programmes où l'opportunisme le dispute à la confusion.

Nous n'en donnerons comme preuve à présent que quelques extraits des journaux de ces trois organisations, lesquelles ont approuvé, avec enthousiasme, cette forme de lutte du désespoir que nous critiquons malgré le courage de ceux

qui l'ont menée. Pis encore, elles lui ont assigné comme but, ainsi que l'a fait le Parti Socialiste, le sauvetage de l'industrie charbonnière et de l'économie wallonnes.

Du « Drapeau Rouge » (sic) du 27 mars des pseudo-communistes prorusse, espoir suprême de la démocratie, suprême pensée du Capital : « La lutte qui est menée vise à sauvegarder le potentiel économique wallon et l'ensemble des mouvements wallons l'a reconnue comme telle. Ainsi ce combat non partisan est véritablement devenu celui de tous les Wallons ».

De « La Gauche » du 27 mars :

CRIMES DE GUERRE

(Suite de la première page)

daient qu'à se débarrasser de cette « surpopulation relative », mais que personne n'en voulait ; que pendant la guerre, les Juifs, expropriés et privés de moyens d'existence « devaient » être tués, et l'ont été d'abord essentiellement par la surexploitation, aussi longtemps qu'on pouvait les faire travailler, pour être massacrés ensuite avec la complicité et la bénédiction de l'impérialisme mondial.

Ce que nous voulons souligner ici, ce sont les aspects généraux et fondamentaux des camps de concentration. Les camps, c'était avant tout l'exploitation, la surexploitation à mort d'une main-d'œuvre non libre et facilement renouvelable. Les camps permettaient donc de faire d'une pierre deux coups : massacre de main-d'œuvre et production de profit.

On pourrait s'étonner de ce que le capitalisme, basé sur l'exploitation du travailleur salarié "libre", se soit ainsi lancé en grand dans l'exploitation du travail forcé. Ce fait n'a pourtant rien d'original ; Marx a montré il y a longtemps que le capitalisme peut utiliser des formes d'exploitation antérieures, et nous connaissons des exemples innombrables de cette surexploitation de travailleurs non libres : qu'il suffise de rappeler ici les centaines de milliers de noirs, travailleurs forcés de la Grande Démocratie française, qui sont morts en construisant le port de Dakar et le réseau routier et ferré africain ; ou encore dans certains Etats du sud des U.S.A. les ouvriers agricoles mexicains « importés » plus ou moins illégalement et soumis à un régime de « péonage » qui n'est qu'un esclavage à durée limitée.

Bien entendu, le capitalisme ne peut pas généraliser l'esclavage, il a besoin d'ouvriers qui viennent se faire exploiter « librement », car on ne peut confier à un esclave que des outils rudimentaires : une pioche, oui, mais un bull-dozer ne peut vite mis hors d'usage. (Ce n'est pas par hasard que les Russes ont dissous il y a quelques années leurs camps de travail forcé).

Or l'Allemagne en guerre avait aussi besoin de main-d'œuvre industrielle. Et pour empêcher le sabotage, il fallait exercer sur les détenus cette terreur extraordinaire, terreur rendue possible par le fait que, contrairement au propriétaire antique qui tenait à maintenir ses esclaves en vie, le capitalisme ne demandait alors qu'à les éliminer.

Surexploitation, travail forcé, sous-alimentation, despotisme de fabrique, qu'étaient donc les camps sinon l'image grossie de la société capitaliste, en même temps que la façon bourgeoise de résoudre le problème du chômage !

Naturellement, la bourgeoisie a refusé de se reconnaître dans cette image. Elle a crié au "sadisme" et à la "barbarie". En réalité, il n'y avait rien de sadique dans l'organi-

sation des camps ; leur but n'était pas du tout de faire souffrir les gens « pour le plaisir ». Les brutalités, les tortures et les massacres n'étaient qu'un moyen pour réaliser une fin qui n'avait rien à voir avec les "sentiments", bons ou mauvais. Simplement on n'a pas encore trouvé moyen de surexploiter et de tuer les hommes "gentiment" ! Les enfants de cinq ans que le capital anglais faisait crever dans ses filatures (en Angleterre au XIX^e et à Shanghai au XX^e siècle) en savaient quelque chose.

Mais plus encore que le sadisme occasionnel des gardes-chiourmes et des bourreaux ce qui frappe c'est leur énorme indifférence. Et certes cette indifférence est horrible. Mais elle n'a rien d'allemand. C'est l'indifférence rationnelle du capital, pour qui l'homme n'est qu'un moyen de produire du capital. La barbarie des camps, c'est la barbarie même de la société capitaliste, qui, en transformant le travail vivant en marchandise, l'a totalement soumis au capital ; l'atrocité de cette société dans laquelle l'homme ne vit ou ne meurt que pour le capital, dans laquelle il est exploité aujourd'hui, mis au chômage demain et massacré après-demain, selon les besoins du capital.

Dans cette vaste entreprise rationnelle qu'étaient les camps, la barbarie de la société capitaliste s'est montrée au grand jour. Aussi tous les avocats de la bourgeoisie se sont-ils empressés de maquiller sa nudité inhumaine, de rejeter la responsabilité de cette horreur sur un peuple ou sur des individus. Nous n'avons pas la moindre pitié pour les exécuteurs des hautes œuvres du capital, et si le prolétariat avait pu se manifester il les aurait fusillés sans autre forme de procès (tous, pas seulement ceux d'un des deux camps impérialistes !) Mais leur condamnation solennelle, par leurs semblables et leurs complices, n'est qu'une sinistre farce visant à dégager la responsabilité du capitalisme mondial.

Même les anarchistes et anarchisants individualistes et moralisants jouent leur rôle dans cette entreprise de mystification. Si l'Homme était "bon", disent-ils, il refuserait d'exploiter et de massacrer son semblable, il accepterait de mourir plutôt que de tuer. Donc c'est l'Homme qui est coupable, pas le capitalisme, pas cette société qui oblige tous les jours l'homme à affamer son semblable s'il veut manger, et périodiquement à le tuer pour ne pas être tué. Cette société qui rend l'homme inhumain en le forçant à dévorer son frère pour vivre.

Les camps de concentration comme les autres horreurs de la guerre impérialiste, ne sont nullement l'œuvre de Satan, d'une mystérieuse et démoniaque Nature Humaine (ou Allemande). Ils ne font que mettre en lumière la nécessité de la destruction de cette société barbare, la nécessité de la révolution communiste et de la dictature du prolétariat.

« Les travailleurs des quatre charbonnages menacés en 1965, Ans-Rocour, Bonnier, Gosson et Werister doivent être sensibilisés sur cet objectif primordial (la fusion des bassins charbonniers wallons), si l'on veut sauver ce qui reste de l'industrie charbonnière wallonne ». Une semaine plus tard, la Gauche socialiste, après avoir dénoncé les briseurs de grève qui dirigent la Centrale des Mineurs de la Fédération générale du Travail (socialiste), demandait à ces jeunes d'organiser dès à présent les combats en vue de procurer un emploi dans d'autres industries aux 7.000 mineurs qui, dans la seule région liégeoise, seront licenciés d'ici à la fin de l'année. Ces « réalistes », ces éclectiques se complaisent dans la contradiction ; ils prennent ça pour de la dialectique.

Enfin de « La Voix du Peuple » (rien que ce titre est tout un programme opportuniste), l'organe des prétendus communistes pro-chinois auxquels la définition que Lénine donnait du centrisme : révolutionnaires en paroles, opportunistes en fait, s'applique mot pour mot, dans le numéro du 19 mars : « A Sainte-Eugénie, à Tamines, les mineurs ont imité leurs camarades liégeois en restant au fond de leurs puits. Leur objectif est commun : maintenir en vie leur charbonnage (...) « Le capitalisme belge et ceux qui le représentent pratiquent une politique de trahison nationale » (...) Il faut « organiser immédiatement des manifestations pour la défense des charbonnages, pour la défense de la Wallonie » (...) « Une avant-garde ouvrière a entamé le combat pour sauver l'industrie charbonnière, l'industrie wallonne. Les industries annexes sont touchées à chaque fermeture. Le commerce local est touché à chaque fermeture. Les finances communales sont touchées à chaque fermeture ». Et le 25 mars : « La lutte des mineurs de Batterie et de Sainte-Eugénie est donc une lutte pour la défense des intérêts menacés de leur patrie wallonne » (...) Il faut « dresser un front puissant face à l'asphyxie organisée d'une façon ininterrompue de notre économie ». Et ils ont le culot de nous présenter cette abjection comme du « marxisme-léninisme » !

Certes, on doit le dire, les comités de grève ont lancé des messages où, à côté d'appels aux autres mineurs en vue de lutter contre le Capital, il était question de « victoire finale de notre chère Wallonie », ce qui paraissait d'autant plus étrange que la grande majorité des grévistes était constituée par des travailleurs espagnols, turcs, marocains, grecs, algériens et italiens. Nous savons qu'hélas, dans la situation contre-révolutionnaire que nous connaissons, les prolétaires sont rongés par le virus du nationalisme, mais on ne nous empêchera pas de douter que ceux qui viennent du Sud de l'Europe, du Nord de l'Afrique ou du Proche-Orient se rallient de surcroît au nationalisme... wallon ! Et de plus est-ce le rôle d'une avant-garde révolutionnaire de calquer son attitude sur celle d'un prolétariat mystifié et trahi ? Ou ne doit-elle pas plutôt maintenir intact le programme communiste, arme de la révolution ? Ainsi il apparaît clairement que la gauche « socialiste » et les deux partis « communistes » sont trois aspects, pas tellement différents, de l'opportunisme.

De notre côté, nous, communistes révolutionnaires, archéo-marxistes « sectaires et dogmatiques », nous disons aux prolétaires : vous n'avez pas de patrie ni d'économie nationale à défendre ; les nationalisations ne vous mettraient pas à l'abri de l'exploitation par le Capital (voyez d'ailleurs ce qu'il en est en France gaulliste, en Italie et en Angleterre) ; ne tenez aucun compte des ordres des chefs syndicaux qui vous bernent, vous trahissent et vous livrent désarmés à la bourgeoisie ; tournez le dos à tous les opportunistes, à ceux de gauche comme à ceux de droite ; refusez de jouer le rôle que l'on vous propose dans la comédie des élections parlementaires ; vous n'avez qu'un seul ennemi, le Capitalisme international qui la prend la forme démocratique, ailleurs la forme fasciste ; contre lui, au-dessus des frontières, unissez-vous autour de votre parti de classe, le parti de la dictature du prolétariat, le parti international de la révolution communiste.

La guerre au Vietnam

ou les fruits amers de l'opportunisme pacifiste

LE DROIT ET LA FORCE

L'essence de l'opportunisme consiste à opposer en toutes circonstances les principes bourgeois à la pratique bourgeoise, comme si le problème n'était pas de détruire la société capitaliste, mais de lui faire honte. Ainsi, tandis que la violence impérialiste se déchaîne une nouvelle fois sur le malheureux Vietnam, que des intérêts faciles à identifier s'affrontent dans une lutte inégale, les puissances et le mouvement "communistes" ne trouvent rien de mieux que de protester contre la violation des principes sacrés de la liberté des peuples, de l'indépendance nationale, de la non-immixtion dans les affaires intérieures d'autres pays, de la démocratie et de la paix.

Quiconque se place ainsi sur le terrain du droit, fût-ce pour dénoncer l'impérialisme, se place sur le terrain de l'ennemi, car il ne s'agit nullement de le dénoncer mais de le détruire, chose que seule la Révolution peut faire. Lorsque l'impérialisme américain déchire les accords de Genève de 1954, c'est dissimuler sa véritable nature que de crier qu'il n'est ni « démocratique » ni « chrétien », comme si la bourgeoisie n'était pas à la fois dé-

OPPORTUNISME "COMMUNISTE" ET REVOLUTION COLONIALE

Qu'on s'en félicite ou qu'on s'y résigne, on n'ignore généralement plus aujourd'hui que les buts et les moyens du mouvement "communiste" actuel n'ont plus rien de commun avec ceux de l'Internationale de Lénine. Par contre, on imagine couramment qu'en matière coloniale, les objectifs sont restés les mêmes. La seule base de cette conviction réside dans le souvenir plus ou

mocrat, chrétienne et impérialiste. Afficher la plus solennelle indignation n'est pas encore modifier d'un seul pouce le rapport des forces de classes et d'Etats qui lui permettent d'agir de la sorte. Dans une telle indignation un Couve de Murville communique avec un Gromyko et l'homme de la rue qui approuve machinalement oublie que si Gromyko est censé "communiste", Couve est un bourgeois reconnu. Le problème, lui, reste entier. Et il ne s'agit pas seulement des souffrances inouïes infligées à un peuple petit et faible par une grande puissance "civilisée", des dommages que les « merveilles » de la technique militaire la plus moderne causent à une économie déjà peu productive et précaire, choses dont seule l'indifférence la plus grossière peut s'accommoder sans révolte. Il s'agit du problème historique des conditions de victoire de la révolution coloniale qui, dans ses aspects sociaux, continue à intéresser la plus grande partie de l'humanité, et qui, dans ses aspects politiques, intéresse en outre les multiples parties du monde où la lutte anti-impérialisme n'a même pas conquis l'indépendance et de l'unité nationales.

moins vague des exploits parlementaires du P.C.F. lorsqu'en 1949 il proposait « la suppression des crédits militaires pour les territoires d'outre-mer afin que cesse la sale guerre du Vietnam » ou lorsqu'en 1950, il dénonçait devant un Parlement secoué de la droite à la gauche socialiste, le « scandale des chéquards », expliquant du même coup toute la politique indochi-

noise de la bourgeoisie française par un fait banal de corruption. On se souvient aussi de quelques grèves de dockers et de cheminots CGT refusant d'acheminer des armes pour la sale guerre et on se rappelle surtout que ce sont des canons chinois qui pilonnaient Dien Bien Phu et contraignirent l'impérialisme français à la négociation. La "réserve" bien plus grande du P.C.F. et des "puissances socialistes" devant la rébellion algérienne n'a pas détruit la légende qui veut que le "communisme" contemporain soit le plus sûr défenseur des peuples coloniaux. Le calme plat au milieu duquel l'Amérique mène sa guerre de gangster contre les malheureux Vietnamiens n'y parviendra-t-il pas ?

Tandis que les communistes de la bonne époque (dont nous descendons directement) considéraient la question coloniale du point de vue et dans la perspective de la révolution prolétarienne, les renégats qui ont pour nom Staline et Thorez, Khrouchtchev et Mao, Kossyguine et Ho Chi-Minh ont fait tout le contraire : ils ont considéré et traité les questions de la Révolution d'un point de vue et dans une perspective dignes tout au plus d'une bourgeoisie coloniale impatiente d'accéder au pouvoir en rejetant le joug impérialiste et revendiquant en conséquence la Démocratie, l'Indépendance et l'Unité nationales.

Croire que ce changement d'orientation est resté sans portée pratique serait une erreur grossière. Pour le prolétariat des pays développés, c'est bien évident. Appelé à combattre le colonialisme au nom de l'intérêt national bien compris, de l'Union française (c'est-à-dire de l'intérêt impérial) de la Constitution, de la Charte des Nations

Unies, des ancêtres de 1789, 1793 et 1848 péle-mêle, le prolétariat français, par exemple, ne pouvait retrouver le chemin de la lutte pour son propre pouvoir sans un prodigieux effort que pas plus qu'aucun autre il n'a eu la force de fournir. Quoique moins évidente, cette portée pratique du reniement stalinien et post-stalinien est tout aussi réelle pour le mouvement anti-impérialiste des colonies. La misère persistante du prolétariat et de la paysannerie des pays ayant récemment accédé à l'indépendance politique et dans lesquels les plaies du capitalisme s'ajoutent et se superposent au retard économique suffit à montrer qu'ils n'ont pas été impunément privés, par l'histoire, de l'appui révolutionnaire du prolétariat des pays avancés ; encore n'ont-ils même pas tous accédé à l'indépendance politique, et pour une Chine il y a dix Vietnams !

La raison en est bien claire. En aucun cas une opposition parlementaire des partis "communistes" même flanquée de grèves d'inspiration démocratique, ni une action

PHYSIONOMIE DU MOUVEMENT

Elle est substantiellement la même partout et elle se caractérise comme bourgeoise par le fait que pour ce mouvement, émancipation signifie avant tout émancipation politique, que l'Etat qu'il fonde repose sur des classes antagoniques, qu'il invoque largement le droit quand il ne peut plus recourir à la force, bref qu'il est démocrate et pacifiste (mais oui !) en même temps que nationaliste.

Nombreux sont ceux qui admettent aujourd'hui sans réserves la résistance d'Ho Chi-Minh au chantage de la trêve du 12 au 18 mai et son courageux silence devant les offres américaines. C'est pourtant le même homme qui a signé avec la République française qui venait d'arracher par la force à la République démocratique du Vietnam, dont il était le président, le territoire de la Cochinchine (septembre 1945), un accord (6 mars 1946) qui maintenait cette dernière dans le cadre de l'Union française et par lequel il s'engageait à « recevoir amicalement les troupes françaises ». C'est le même homme qui signait à Genève un accord obligeant l'armée populaire vietnamienne à rétrocéder une partie des territoires qu'elle occupait. C'est surtout l'homme qui, lors de ses tractations de 1946 avec G. Bidault, prononça ces paroles véritablement « historiques » : « Je suis convaincu que par la coopération franche et amicale, nos deux pays sont appelés à donner au monde un grand exemple. Nous lui montrerons comment, avec la confiance récipro-

LA GRANDE HONTE DES ACCORDS DE GENEVE

Ce n'est pas seulement la Russie, c'est la Chine elle-même qui approuva les accords de 1954, et encore est-ce sous sa propre pression que les Vietnamiens durent accepter la ligne de démarcation du 17^e parallèle, alors que le territoire qu'ils occupaient s'étendait plus au Sud. Cela suffit à prouver sa mauvaise foi lorsqu'elle attribue à Khrouchtchev et à ses successeurs la responsabilité de la collusion de l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis, comme si la politique de compromis avec l'impérialisme occidental ne remontait pas beaucoup plus loin et comme si elle n'y avait pas eu sa part.

Mais quels étaient donc, dans ces accords, les résultats de sept années sanglantes, les résultats que non seulement les Vietnamiens mais la classe ouvrière de tous les pays étaient invités à saluer comme « une grande victoire » du camp socialiste ? Premièrement, la division en deux Etats distincts. Deuxièmement, la promesse de li-

diplomatique des puissances "socialistes", même flanquée d'une intervention armée en faveur des insurgés coloniaux, ne pouvaient avoir des résultats historiques tant soit peu comparables à ceux d'une lutte révolutionnaire pour le pouvoir de la part du prolétariat des métropoles. De même, la direction démocratique et nationaliste qui s'est finalement imposée aux mouvements anti-impérialistes, sous l'étiquette communiste ou non, ne pouvait nullement atteindre les buts, surtout politiques et militaires, que des communistes véritables auraient atteints. Encore faut-il comprendre que cette direction fut le résultat nécessaire du rapport de forces internationalement défavorable au prolétariat, afin d'écartier dès l'abord l'objection absurde : à sa place, les plus purs révolutionnaires n'auraient pas obtenu de meilleurs résultats. Les « plus purs révolutionnaires » à la place des Mao et des Ho Chi-Minh, cela suppose une réalité mondiale tellement différente que nul n'a le droit de spéculer sur les résultats possibles dans ces conditions inconnues!

POLITIQUE ANTI-IMPERIALISTE

que, les peuples libres et égaux arrivent toujours à résoudre les questions les plus difficiles ».

Pour ne pas résoudre la « difficile » question de l'indépendance et de l'unité politique du Vietnam, il fallut en réalité sept ans de guerre, pendant lesquels les deux pays donnèrent au monde l'exemple que l'on sait. L'opportunisme n'a pas le don de prophétie ! Quant à la fiction de l'égalité entre les peuples, ce n'est pas seulement sur le champ de bataille, mais dans le palais des accords de Genève qu'elle se brisa contre les dures réalités du rapport des forces. Certes, même les meilleurs révolutionnaires doivent parfois céder à une force supérieure, car la révolution ne donne pas automatiquement la supériorité de force (Brest-Litovsk !). Ce que seuls des bourgeois hypocrites, des empoisonneurs avérés de la conscience prolétarienne peuvent faire, c'est de « dénier à la force pure non seulement le droit mais le pouvoir réel de maintenir à la longue les peuples asservis » comme les faux communistes à la Ho Chi-Minh ou à la Thorez l'ont fait mille fois avant, pendant et après Genève, où ils cédèrent. Onze ans plus tard, ce sont les bombes et les lance-flammes américains qui leur répondent et devant cette manifestation de « force pure », tout ce qu'ils sont en mesure de faire, eux qui prétendaient à une mission libératrice, c'est d'agiter une fois de plus les « tigres de papier » des grands principes démocratiques.

Les résultats piteux de la "grève-guérilla"

(Suite de la première page)

pour cent le matin, 18 % l'après-midi.

Une autre source de désagrégation de l'énergie des ouvriers, c'est la croyance selon laquelle l'intervention officielle dans les conflits du travail peut sauvegarder leurs intérêts ; croyance que les dirigeants syndicaux, par leur propre attitude, encouragent fortement, et qui, en chaque occasion, essuie de cuisants démentis. Ainsi le directeur départemental du Travail, dans le conflit Peugeot, reconnaît, en ce qui concerne les sanctions, que « la gravité des fautes commises peut autoriser les licenciements ». Il invite cependant la Direction à ne pas les maintenir. Celle-ci, en réponse promet qu'elle « examinera certains cas particuliers... à la fin du conflit ».

Le 11 mai la direction veut bien inviter les responsables syndicaux afin de « trouver une issue au conflit ». Mais elle tient à préciser que « les revendications sont injustifiées et les sanctions justifiées ». Les représentants syndicaux qui, eux, n'ont pas de rancune, répondent « qu'ils ne posent aucun préalable, demeurant prêts à discuter à tout moment et n'ont jamais déclaré qu'ils étaient partisans du tout ou rien ». Le 13 mai les syndicats ne sont pas satisfaits des propositions de l'Inspection du Travail qui n'ont « guère fait qu'annuler les sanctions prises par la direction le 13 avril » et laissent sans solution les revendications concernant les salaires et horaires de travail. Ainsi la « clémence » de la direction en matière de sanctions n'a été qu'une manœuvre pour éviter d'aborder les questions cruciales. Par ailleurs, les représentants du personnel sont mécontents des modalités d'attribu-

tion des primes mentionnées dans le protocole. Elles comportent « des taux dégressifs pour les travailleurs qui ont participé aux débrayages ». Il est clair que le patronat, encouragé par la pusillanimité des syndicats, entend les contraindre à un véritable Canossa, en « récompensant » les ouvriers qui n'ont pas fait grève et en brimant les autres. Au moment où nous écrivons ces lignes « les consignes de débrayage quotidien sont maintenues ». Ce qui veut dire que les syndicats continuent la guérilla jusqu'à épuisement total des ouvriers, lesquels, s'ils avaient su, dès les premiers jours, imposer le déclanchement d'une grève véritable, auraient certainement gagné la partie.

CHEZ BERLIET

Ici l'essoufflement semble sur le point de survenir plus rapidement, peut-être parce que l'attitude des ouvriers a été plus résolue et celle des représentants syndicaux encore plus lamentable, d'où l'écoeurement plus soudain... Après diverses escarmouches sous forme d'arrêts partiels du travail, une réunion paritaire syndicats-direction avait décidé la reprise de l'activité normale pour le 22 avril au matin. La catégorie des régleurs, dont l'intervention technique était indispensable à cette reprise, ne s'étant pas présentée, l'usine demeurait paralysée. Le 26, tandis que les syndicats se préparaient — suivant le même schéma que chez Peugeot — à rencontrer l'Inspecteur du Travail et que les mensuels débrayaient pour 2 heures, la direction s'indignait de ce que « l'engagement pris par les responsables syndicaux n'avait pas été tenu » et d'importantes forces de police prenaient place aux portes de l'usine. Il faut croire que tous ces préparatifs,

d'une part comme de l'autre, n'étaient pas du goût des ouvriers puisque, au moment même où leurs représentants rencontraient l'Inspecteur du Travail ils envahissaient les bureaux de la direction et y bouscullaient quelque peu l'ordonnance du matériel. Il faut voir là l'explosion du mécontentement de gens lassés d'être lanternés aussi bien par ceux qui sont théoriquement chargés de défendre leurs intérêts que par ceux qui logiquement doivent les combattre. Les dirigeants syndicaux n'ont pas posé la question sur ce terrain-là. Ils se sont quasi excusés de l'incident en déclarant qu'il s'agissait « d'un phénomène spontané qui s'est fâcheusement produit alors qu'eux-mêmes étaient en discussion... » et en rappelant que leur position était fondée « sur l'ouverture d'un dialogue et non d'un combat ». Il est difficile d'imaginer un plus clair aveu de la nature des syndicats et du sens de leur politique. Les syndicats ne combattent pas le capitalisme, ils dialoguent avec lui. Sur le dos de la classe ouvrière !

Les choses en sont maintenant chez Berliet à peu près au même point que chez Peugeot. Le 30 avril il y eut deux rencontres syndicat-direction au cours desquelles cette dernière refusa les augmentations demandées et déclara maintenir les horaires actuels jusqu'aux congés. Le 4, la direction mettait à pied 4 représentants syndicaux, lançait 19 avertissements. En riposte le syndicat décidait... un arrêt de travail d'une heure ! Le 7, la direction aggravait les horaires de travail. Probablement le mois prochain aurons-nous l'occasion d'établir le bilan définitif de ces batailles ouvrières sabordées. Sera-t-il téméraire d'espérer que quelques prolétaires pourront en tirer l'enseignement qu'elles comportent ?

(Suite en page 4)

La guerre au Vietnam ou les fruits amers

(Suite de la page 3)

signataires soi-disants « communistes » de ces accords les présentèrent comme une victoire du droit sur la force, des méthodes pacifiques et démocratiques sur les méthodes violentes et radicales, tout comme si des élections avaient constitué un moyen aussi sûr, mais moins coûteux que la lutte armée pour atteindre les buts du mouvement : l'indépendance et l'unité nationales. Quant à la Russie et à la Chine, elle tirèrent de cette demi-défaite camouflée en « preuve de la faillite de la politique de force » (argument qu'elles reprennent aujourd'hui sans vergogne !) une réputation parfaitement imméritée de championnes des peuples coloniaux.

La grande honte des accords de Genève réside dans ce double mensonge. Si les élections promises au Sud-Vietnam avaient eu lieu, elles auraient sans doute donné la victoire à Ho Chi-minh. C'est bien pourquoi elles ne pouvaient pas avoir lieu. En troquant les armes contre l'espoir d'un bulletin électoral, les Vietnamiens n'ont nullement effectué une manœuvre habile pour atteindre leurs buts à meilleur compte contrairement à ce que suggéra la propagande opportuniste de l'époque : ils ont fait exacte-

ment ce qu'il fallait pour que l'impérialisme puisse prendre sa revanche de l'humiliation de Dien Bien Phu. La preuve, vous l'avez aujourd'hui sous les yeux...

Ces accords ont objectivement ruiné les mensonges de l'opportunisme en montrant que face à l'impérialisme, les puissances « socialistes » ne disposaient jamais que des moyens ordinaires de tout Etat, à savoir la diplomatie et la guerre et que — sans même parler de leur propre impérialisme — elles n'en usaient que dans les limites compatibles avec les exigences de leur propre conservation. Ils ont montré que ces limites étaient tellement étroites que l'existence des dites puissances ne changeait finalement pas le rapport de force fondamental entre l'impérialisme et le mouvement national - révolutionnaire des colonies. Or, c'était démontrer en même temps la justesse de la thèse léninienne : seule la lutte révolutionnaire du prolétariat dans les grandes métropoles a la force de faire reculer l'impérialisme, parce que seule elle n'a aucun intérêt constitué à sauvegarder, et que sa seule « limite » est dans sa propre victoire qui signifie la défaite totale du régime social dans lequel l'impérialisme a ses racines.

L'IMPERIALISME FRAPPE

LE PACIFISME OPPORTUNISTE PROTESTE

Bien loin d'ouvrir une phase de réunification nationale pacifique, les accords de Genève ont conduit la lutte des Vietnamiens dans une impasse au bout de laquelle il ne pouvait y avoir que la contre-offensive violente à laquelle nous assistons aujourd'hui.

Au Sud-Vietnam, ce n'est pas la volonté révolutionnaire d'Ho Chi-minh, mais la contre-révolution extérieure alliée à celle de l'intérieur qui a ouvert la seconde phase de la lutte violente, plus longue, plus douloureuse et plus confuse encore que la première, en dépit de l'optimisme stupide du pacifisme démocratique. Tant que le rapport des forces entre le gouvernement légal et le Vietcong le permit, l'impérialisme américain put intervenir par les armes en prétendant défendre les droits de la légalité contre les violences de la subversion et respecter profondément la liberté du peuple vietnamien de se donner le régime qu'il désirait. Mais lorsqu'avec la crise de la dictature de Ngo Dinh-diem et la chute de tous les gouvernements successifs, il apparut qu'au Vietnam l'autorité de l'Etat reposait uniquement sur la force des baïonnettes américaines et que la subversion devint la seule forme d'opposition, l'impérialisme yankee ne renonça nullement à la violence : il changea simplement de fiction juridique. Arguant de la transformation de la guerre civile en une guerre d'Etats, il invoqua non seulement son droit, mais son devoir de défendre l'indépendance du Vietnam du Sud contre les attaques du Vietnam du Nord. Mais face à « l'escalade », décidée par le Pentagone, que fait l'opportunisme « communiste » ? Il oppose le droit réel aux fictions du droit, c'est-à-dire l'image idéale que la société bourgeoise entend donner d'elle-même à sa sordide réalité, les espoirs risibles mis par lui dans les accords de Genève à leurs résultats historiques ! Les grandes championnes de la libération des peuples coloniaux, la Russie et la Chine s'accusent mutuellement d'avoir trahi cette cause démocratique, et si elles parlent d'envoyer des volontaires au Vietnam, c'est toujours en précisant bien « si Hanoi le réclame » pour prouver au monde leurs scrupules juridiques, c'est-à-dire leur respectabilité bourgeoise. Quant à la contre-escalade des partis communistes, elle culmine dans les processions de protestations pacifi-

ques et les collectes de secours, comme il convient à de parfaits démocrates attachés à la paix, aux libertés parlementaires et au souvenir du grand pape Jean XXIII. C'est ce qui a fait dire à Johnson dans son discours pascal : « Aucune force humaine ne peut contraindre l'Amérique à abandonner le Sud-Vietnam ». Certes, ce n'est pas l'opportunisme communiste qui est de taille à faire reculer l'impérialisme !

Son impuissance serait risible si l'assassinat d'un peuple isolé dans sa lutte prêtait le moins du monde à sourire. Mais le peuple vietnamien (comme, sous une forme ou une autre, tous les peuples coloniaux ou ex-coloniaux) paye trop cruellement aujourd'hui le naufrage du mouvement prolétarien avancé dans le pacifisme et le légalitarisme sous la direction des faux « communistes » sans parler même du contrôle de son propre mouvement par des forces bourgeoises dont partout et toujours dans l'histoire, les « habiletés » tactiques et les illusions démocratiques ont coûté plus de sang et de souffrances aux opprimés que le radicalisme révolutionnaire, pour des objectifs historiques très limités.

M. Johnson a cependant tort de conclure que désormais « aucune force humaine » ne sera plus en mesure de se dresser contre l'impérialisme. Malgré les crimes de l'opportunisme, le jour viendra où le prolétariat sera en mesure de régler son compte au Capital fauteur d'agressions impérialistes. Toute notre histoire contemporaine sinistre prépare lentement, mais sûrement ce jour où le prolétariat aura enfin compris que *Droit, Justice et Paix* sont les mots d'ordre de ses seuls ennemis et que son mot d'ordre à lui est *Lutte révolutionnaire, Programme communiste, Victoire prolétarienne* !

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.

Le numéro 31, avril-juin 1965, de la revue théorique de notre Parti.

PROGRAMME COMMUNISTE

est paru. Au sommaire :

- Bilan de faillite du « socialisme au détail ».
- Le mouvement social en Chine (IV).
- Hegel, Staline et... les machines à coudre.
- Organisation et discipline communistes.
- Histoire de la Gauche Communiste (III).
- Enseignements de la scission de Tours.

Le numéro : 2,50 F (Belgique 25FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

Souscription permanente 1965

Liste N. 4 :

Oublié 1,25 ; Christian 5 ; Le Paria 2 ; François 3 ; Soutien Georges 8 ; Soutien Jean 8 ; Pour "Le Prolétaire" 20 ; Vive la Révolution 30 ; Pour la dictature du prolétariat 20 ; Vivent les mineurs espagnols, 20 ; Salut à Adelino 10 ; Lucien 10 ; Suzanne 20 ; Russo 10 ; Roland 10 ; Frank 10 ; François 5 ; Picino 20 ; Salut à Alice 10 ; Pierre 10 ; Gérard 10 ; Emile 10 ; Christian II 20 ; Jacques 10 ; Jean 10 ; Etienne 10 ; Le Paria 10 ; René 10 ; Roseline 10 ; Solde 2,51 ; Lancry le 23-4 83,40 ; Mario 10 ; Piero 10 ; Maurice 10 ; Enrico 10 ; Lasté 10 ; Nino 5 ; Suzanne 24 ; Anonyme 1,80 ; Christian II 50 ; Le Paria 2 ; Pierre 1 ; Jacques 1 ; O.K. 1.

Total liste N. 4 : 553,96 F - Total précédent : 1.847,50 F. soit 2.401,46 F.

Ce qui n'a pas "changé" ...

A l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la « Victoire », Moscou a adressé une lettre « aux gouvernements, aux parlements et aux peuples de tous les pays » pour leur rappeler l'idéal commun des « démocraties ». Vingt ans de « prospérité » bourgeoise auraient-ils fait oublier 50 millions de cadavres immolés à la guerre impérialiste ?

M. Brejnev est le premier à le soutenir : « La victoire sur le fascisme allemand a changé la physionomie politique du monde ». Et de citer « l'indépendance » des pays coloniaux arrachée aux vainqueurs et alliés de 1945, les progrès du « socialisme » dans une partie du monde où les intérêts nationaux et les querelles entre Etats sont aussi forts que dans la jungle capitaliste. Nous n'en voulons pour preuve que le conflit sino-russe. Que cache donc la nouvelle « physionomie politique » donnée par l'antifascisme victorieux au monde de l'après-guerre ?

M. Brejnev doit en faire l'aveu : « La planète aujourd'hui est sursaturée d'armes de destruction massive et il s'en crée toujours de nouvelles, encore plus monstrueuses. La course aux armements ne ralentit pas. Tantôt dans une région, tantôt dans une autre, naissent des foyers de tension, de guerres locales qui peuvent se transformer en guerre mondiale ». C'est donc à croire que rien n'a changé dans la nature des rapports capitalistes existants. Mais Brejnev n'a que faire de cette vérité de classe. Sa commémoration de la « victoire » poursuit un autre but : « Que vive aujourd'hui encore dans les rangs de combattants pour la paix, le puissant esprit de la Résistance, son courage, sa haine du militarisme et de la guerre, son dévouement absolu à la paix et à la liberté ! Les différences d'opinions politiques et religieuses ne peuvent être un obstacle à l'union de millions d'hommes dans un large front de lutte pour la paix.

Ce que Moscou invoque, en ce 20^{ème} anniversaire du pire massacre de l'histoire, ce ne sont pas les prétendus « changements » qu'il a introduit dans le partage impérialiste du monde, mais la permanence de la collaboration de classe qui a permis l'unanimité des « peuples », des « parlements » et des « gouvernements » devant la guerre. Pour exorciser les explosions de violence aux quatre coins de l'univers, Moscou ne demande rien d'autre que cette unanimité démocratique : « Les peuples attendent de leurs gouvernements, dit Brejnev, des mesures décisives pour assainir la situation internationale. Il dépend des gouvernements d'aborder, non pas en paroles, mais en faits, le règlement des problèmes en suspens ». Brejnev n'a pas d'autre mot d'ordre : Pacifistes de tous les pays, fiez-vous à vos gouvernements !

Mais il n'est pas un seul exemple, en vingt ans de « démocratie » et de « paix », où les « gouvernements » aient réglé des « problèmes en suspens ». L'impérialisme les accumule en masse au lieu de les résoudre : Berlin, Corée, Indochine, Congo, Saint-Domingue... Autant de preuves de l'incapacité des « gouvernements » à résoudre les crises provoquées par les contradictions du système capitaliste. Autant de nouvelles victimes de la guerre « victorieuse » de 1945. C'est à ces victimes qu'ira notre commémoration. Pour qu'elles embrassent une autre cause !

La réclame est... l'âme du "socialisme"

Dans un article intitulé « Commerce et réclame », la « Pravda » du 4-5-65 se demande si « nos marchandises ont besoin de réclame ». Il n'y a pas très longtemps, nous aurions répondu par la négative, ait le journal. Mais aujourd'hui il en va autrement : « Les marchandises qui autrefois faisaient défaut sont produites à présent en quantités massives », si massives même que des stocks importants se sont constitués pour certains objets de consommation courante.

Mais notre journaliste s'en voudrait de faire passer la réclame pour un moyen de vendre plus et d'embobiner le client. Comme de juste, en « régime socialiste », la réclame doit être « éducative ». A trait du prospectus technique et du mode d'emploi ! « Qui sait, par exemple, ce qui distingue, à part la marque et l'aspect extérieur, les réfrigérateurs Zil, Oka, D neips, Sever, Saratov ? » Bien peu de choses en vérité ! La réclame n'est pas une encyclopédie scientifique des marchandises. C'est plutôt une sorte de guerre psychologique que se livre sur le marché toute la production capitaliste avec les armes de la « mode », les traquenards du « goût », les ordres de bataille de l'affiche et de l'annonce.

La « Pravda » bat la générale : « La réclame soviétique dispose de moyens variés pour informer l'acheteur, pour éduquer ses goûts, pour influencer sur ses besoins. Il y a les vitrines, les placards, les catalogues, les prospectus, les réclames lumineuses, les annonces dans les journaux, à la radio, au cinéma, à

la télévision. Malheureusement, toutes ces riches possibilités sont encore faiblement utilisées. Notre réclame est peu développée, peu inventive, elle manque d'imagination, d'attrait, en un mot, son influence est maigre. Ce ne serait pas un mal de se mettre à l'école des firmes étrangères ».

Celles-ci, voyez-vous, savent mieux que les firmes russes faire la publicité des marchandises de Russie. Ainsi la « Pravda » s'extasie devant l'ingéniosité de tel horloger anglais qui a trouvé cette réclame pour des montres soviétiques : « Portez la montre Paliot, la montre des cosmonautes ! ». Et la « Pravda » continue : « La réclame ouvre un large champ d'activité au poète, à l'écrivain, à l'artiste. Impossible de ne pas évoquer V. Maïakovski. Il rédigeait des tracts, des annonces de journaux, des enveloppes de bonbons, des vers sur le Goum, etc... Malheureusement, son exemple n'est pas suivi par les poètes et les écrivains d'aujourd'hui. Et c'est dommage ! » Gageons qu'ils s'empresseront de le faire, ouvrant de nouvelles voies au « réalisme socialiste ». Une chose est certaine en tout cas, c'est que dans cette carrière ils ne risqueront pas de connaître la triste fin de Maïakovski — qui fut aussi le poète de la révolution — : le suicide.

Tel est donc le sort de la « science » et de « l'art » soviétique ! Servir de réclame non pas aux « idées du socialisme », mais aux marques de vodka, de montre et de vision. Mais la réclame elle-même, à quoi sert-elle ? A déchaîner les bacchantes de la production capitaliste.

Le manque de place nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro, la seconde partie : « Pour une direction révolutionnaire des syndicats », du texte « Le bilan de faillite de la politique contre-révolutionnaire des syndicats et ligne programmatique et tactique du Parti Communiste International ».

PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA
COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert